
Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris
(Institut historique allemand)
Band 22/2 (1995)

DOI: 10.11588/fr.1995.2.59451

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

Die Gruppierung der Beiträge in dem Band, den Chisick herausgegeben hat, ist teils ähnlich gewählt, teils anders. Hier geht es zunächst um bestimmte Erscheinungen der Presse zu Beginn der Revolution und deren Einfluß auf diese. Wie sich Presseorgane des Ancien Régime angesichts des Ausbruchs der Revolution verhielten, dies bildet den zweiten Themenkreis. Ein weiterer ist auch hier dem Journalisten gewidmet. Gesondert behandelt werden dann die Rolle der Elite-Presse und der populären Presse. Schließlich werden die Mittel der revolutionären Artikulation analysiert, sprachliche (»Language and revolution«) ebenso wie bildliche (»Images and their uses«).

Indem die Beiträge inhaltlich und methodisch ein breites Spektrum abdecken, vermitteln sie eine Vielzahl von (Er-)Kenntnissen. So werden neben rechtlichen Fragen (Pressefreiheit) materielle Aspekte der Presseproduktion und ihrer Verbreitung behandelt. Ferner geht es um soziologische, funktionale, ideologische und formale Fragen. Manche Beiträge beschäftigen sich mit einem individuellen Fall, andere versuchen anhand einer Mehrzahl von Fällen zu Verallgemeinerungen zu gelangen.

Daß die Französische Revolution in Frankreich zu einem tiefgreifenden Umbruch im Pressewesen führte, ist zwar an sich nicht neu. Aber wie sich dieser Umbruch vollzog, welche Voraussetzungen, Begleiterscheinungen und Folgen er hatte, ist bisher doch kaum irgendwo so detailliert und vielfältig beschrieben worden (sieht man von zwei ähnlichen neueren Publikationen von Darnton/Roche [1989] und Popkin [1990] ab). Die These des Umbruchs wird jetzt vor allem differenziert. So fehlte es zunächst nicht an gewissen Kontinuitäten. Neben radikalen gab es einstweilen noch reformerische Stimmen. Symptomatisch war der Übergang von den (vorrevolutionären) Pamphleten des Jahres 1788 zur periodischen Publizistik des Jahres darauf. Mit der sprunghaft ansteigenden Zahl an Presseorganen diversifizierten sich diese. Einher ging damit die Öffnung der Presse auch für die unteren Bevölkerungsschichten. Auch die Provinzpresse und die »Feuilles villageoises« veränderten sich. Der herkömmlichen Art von Journalismus wurde der Boden entzogen. Es kam zu einer durchgreifenden Politisierung. Der Journalist trat jetzt mit einem neuen politischen Anspruch auf, die Publizistik wurde zu einer Art politischer Aktion. Lehrreich auch über den Tag hinaus, mit welchen Mitteln König und Monarchie diskreditiert und damit moralisch die Rechtfertigung für den Königsmord vorbereitet wurden.

Die Vielzahl der in den beiden Sammelbänden vorkommenden Aspekte läßt sich hier kaum angemessen resümieren. Je nach thematischer und methodischer Präferenz, wird der Leser die Beiträge in ihrer Belegführung sicher unterschiedlich erhellend finden. Doch tragen sie alle ihren Teil zur Durchdringung des Gesamtthemas bei.

Jürgen WILKE, Mainz

François CROUZET, *La Grande Inflation. La monnaie en France de Louis XVI à Napoléon*, Paris (Fayard) 1993, 608 p.

François Crouzet tente d'étudier, dans un gros volume de six cents pages, une période cruciale de l'histoire de France, la Révolution française, en confinant son regard sur le seul facteur de la politique monétaire des révolutionnaires afin d'aboutir à un constat accablant: la création de l'assignat provoque l'inflation dès 1791 et surtout, après une accalmie en 1792, dès 1793, puis l'hyper-inflation de 1795/96, et cet enchaînement serait responsable des nombreux malheurs qu'ont connus les Français à cette époque. Il a probablement raison lorsqu'il relève dans les conséquences durables de la débâcle des assignats une aversion profonde au sein de la société française du XIX^e siècle à toute monnaie de papier. Ce préjugé archaïsant a cours, semble-t-il, jusqu'aux années 1840, et l'engouement français pour les métaux précieux (mais surtout de l'or) durant tout le XIX^e siècle n'est qu'une réponse logique à l'épisode traumatisant de l'assignat. Il en résulte, selon G. Thuillier, un certain malthusianisme économique français

caractérisé par la lenteur du développement du système bancaire, avec toutes ses conséquences pour le reste de l'économie. La Banque de France, créée le 18 janvier 1800, est habitée par un souci de sécurité poussé, si bien que, en 1889, les réserves d'or de la France représentaient 3.6 fois celles de l'Angleterre, elles étaient équivalentes à 11 % du revenu national. Immobiliser un tel capital ralentit l'investissement qui, seul, est capable de moderniser l'économie et crée les richesses futures d'un pays. Les économistes français resteront longtemps partisans des stocks d'or et d'argent ou de la thésaurisation comme garantie de la stabilité politique et économique. Ce «Sonderweg» français se distingue clairement de la politique économique d'autres pays européens (Angleterre, Pays-Bas, Allemagne, ...) qui optent pour une voie financière et industrielle (et démographique!) nettement plus dynamique.

Mais imputer une telle évolution à un seul facteur, si dramatique soit-il, donne décidément trop d'honneur et d'importance à l'épisode des assignats qui débute avec le décret du 29 septembre 1790 et finit le 19 février 1796, lorsqu'on détruit les planches et autres «ustensiles» sur la place des Piques (Vendôme) (p. 406). En historien économiste averti, François Crouzet aurait dû savoir qu'une réalité historique est toujours extrêmement complexe, surtout lorsqu'il s'agit d'un événement aussi capital que celui de la Révolution française. Certes, dans l'avant-propos l'auteur affirme ne pas s'être cantonné «dans le domaine monétaire au sens strict, de replacer l'histoire de la monnaie dans celle de l'économie réelle, et de retrouver les liaisons et interactions entre l'une et l'autre» (p. 13), mais cette tentative ne saurait être convaincante, étant donné que de nombreux autres facteurs jouaient un rôle éminent sur le déroulement de la Révolution française. Par exemple, l'auteur n'évoque que l'inflation galopante, autrement dit la chute libre du cours de l'assignat dès 1793, comme «facteur puissant de la radicalisation, du dérapage, de la Révolution française, aboutissant à la Terreur de l'an II». Il aurait dû dépeindre la situation alarmante pour les révolutionnaires au printemps-été 1793: échecs militaires successifs, trahison de Dumouriez, soulèvement des Vendéens et de nombreuses villes «fédéralistes» dans le pays. Confronté à de tels événements dramatiques, quel pays actuel ne verrait pas s'effondrer le cours de sa monnaie à cause d'une fuite massive des capitaux, sans parler d'autres facteurs agissant dans le même sens?

Dès 1792 et selon les régions, la monnaie métallique cessait de circuler dans le royaume agonisant, constate l'auteur, à cause de l'émission «torrentielle» de l'assignat. Cette réaction, bien que néfaste, est logique, mais révèle une funeste habitude de la part des possesseurs de terres et de pièces sonnantes et trébuchantes dans une société traditionnelle. Le fléau de la thésaurisation de grains a amplifié, parfois même provoqué plus d'une crise de subsistances aiguë dans l'Europe d'antan, et l'«effet King» a certainement joué son rôle dans la flambée des prix de 1795, et pas uniquement la chute vertigineuse de l'assignat. Thésaurisation rime avec spéculation, que l'auteur évoque d'ailleurs à maints endroits sans regard critique, et ce phénomène aurait mérité de plus amples développements, d'autant qu'il reste toujours mal connu. Pourtant, à chaque crise d'Ancien Régime, de nombreuses voix du peuple, voire de l'administration désignent les thésauriseurs, accapareurs et spéculateurs, et les sans-culottes vont plus loin en exigeant leur tête. La thésaurisation n'est pas une simple imagination populaire, elle constitue une réelle et éternelle menace du peuple sans biens. Le profit personnel s'oppose au bien-être collectif, et les adeptes du libéralisme capitaliste, auquel F. Crouzet adhère apparemment (p. 271-72), devraient y réfléchir.

F. Crouzet amplifie (volontairement?) l'étendue de la crise en évoquant une grande mortalité en 1795 et en citant quelques cas particuliers (Rouen par exemple), alors que la France affiche, en réalité, un léger solde positif entre les naissances (1 031 400) et les décès (961 400) après une année 1794 déficitaire (1 079 100 contre 1 274 000) et deux années précédentes critiques (1792 et 1793)¹. Ignore-t-il que de nombreuses autres régions d'Europe souffrent en même temps d'une flambée de prix qu'elles n'ont jamais connue auparavant (p. ex. en

1 V. J. DUPÂQUIER (dir.), *Histoire de la population française*, t. 3, Paris 1988, p. 67.

Allemagne) ou depuis 1693/94 ou 1709. Pourtant, l'assignat n'y est pour rien. Et d'ailleurs, les gens n'y meurent pas forcément en plus grand nombre bien qu'il existe une réelle crise aiguë. Là aussi, les interactions sont nettement plus complexes, et il faut se méfier d'une vue monocausaliste.

»Tu n'aimes pas la Révolution française«, soupçonnait Fernand Braudel, reproche que réfute F. Crouzet (p. 13), et il laisse au lecteur le soin de juger sa position dans ce livre; et bien, F. Crouzet n'aime pas la Révolution, et encore moins les historiens »jacobins« ou »jacobino-léninistes«, apôtres du »dirigisme terroriste«, sur lesquels il n'est pas avare en remarques inutilement désobligeantes, peut-être à cause de sa mise à l'index et d'un certain ostracisme dont il semble avoir fait l'objet il y a trente ans (p. 516). Il n'empêche que ses dérapages verbaux à l'encontre des historiens »jacobins« ne grandissent pas son ouvrage. Bien entendu, il est de son droit de ne pas partager les opinions et les analyses de ses collègues, mais le lecteur s'attend à une confrontation sur le fonds des différends et non à des dénigrement gratuits.

Autre grand inconvénient de ce livre, le manque total de toute référence. L'auteur l'explique par le fait que le livre est »destiné à un public plus large que celui des seuls historiens professionnels« et renvoie à la bibliographie en fin du volume. L'aveu de F. Crouzet (p. 12) que son travail ne prétend pas à l'originalité, qu'il ne repose sur aucune recherche d'archives et qu'au contraire il tente la synthèse des travaux antérieurs, ne le dispense nullement de signaler l'origine des très nombreuses citations, d'autant qu'il risque de s'exposer au soupçon de copier simplement les analyses des auteurs d'ouvrages antérieurs, notamment ceux de langue anglaise, les tableaux dans l'appendice proviennent tous d'autres ouvrages. Et le renvoi à la bibliographie ne permet pas du tout, comme l'auteur le promet dans son avant-propos (p. 13), d'identifier les sources de ses affirmations.

En revanche, F. Crouzet décrit clairement le cheminement de la banque de Law à la Caisse d'escompte, mais surtout l'état désastreux des finances royales à la veille de 1789, tout en les comparant avec celles de l'Angleterre. Les guerres (de Succession d'Autriche, de Sept Ans, d'Amérique) ont sérieusement ébranlé les finances des deux pays, mais seule l'Angleterre (sous le second Pitt) avait réussi à les assainir depuis 1783, alors que la France piétinait, s'engouffrait dans une spirale fatale, à cause d'une politique différente, celle des emprunts à court terme. Le résultat en 1788: parmi les dépenses du royaume français, 630 millions de livres tournois au total, 310 (soit 49,9 %) sont dévorés par le remboursement des intérêts des rentes perpétuelles et viagères (136 millions) et de ceux des dettes à court terme et de divers emprunts ainsi que des avances des receveurs et fermiers, et des anticipations (p. 88). De toute manière, c'est la première partie (p. 17 à 89) sur les finances et la monnaie à la fin de l'Ancien Régime qui est la plus équilibrée, la plus instructive, bref: la mieux réussie. La deuxième partie consacrée aux débuts de la Révolution (p. 93 à 221) est tout aussi réussie, et l'on regrette que l'auteur n'ait pas continué sur cette voie.

Josef SMETS, Pérols

From Jacobin to Liberal. Marc-Antoine Jullien, 1775–1848. Edited and translated by R. R. PALMER, New Jersey (Princeton University Press) 1993, 243 S.

Marc-Antoine Jullien, der achtzehnjährige Sohn des gleichnamigen Konventsabgeordneten aus Romans, war 1793/94 als Spezialagent des Wohlfahrtsausschusses in West- und Südwestfrankreich tätig, wo er sich vor allem in Bordeaux bei der Bekämpfung des »Moderantismus« hervortat. Nach dem 9 Thermidor längere Zeit inhaftiert, wurde er in der Folge ein Anhänger einer Vereinigung Italiens unter republikanischen Vorzeichen. Als Herausgeber des »Courrier de l'Armée d'Italie« 1797 und als Verfasser zweier Pamphlete aus den Jahren 1799 und 1801 machte er für Napoleon Bonaparte Propaganda, von dem er sich aber bald aufgrund der despotischen Bestrebungen des Korsen wieder abwandte. Während der »Hundert Tage«